



LE JAPON EX FUTUR PUISSANCE

REGIONALE DE L'ASIE:

***Est-il encore temps pour le Japon de se
positionner en tant que grande puissance
régionale en Asie ?***

Mémoire de géopolitique

du commandant Alain ULM

dans le cadre du séminaire « géopolitique de l'Asie du Sud-Est »

Directeur : Madame Valérie Niquet, Maître de conférence
à l'Institut de stratégie comparée de l'Université Paris I

Mars 2003

LE JAPON EX FUTUR PUISSANCE REGIONALE DE L'ASIE:
Est-il encore temps pour le Japon de se positionner en tant que grande
puissance régionale en Asie ?

SOMMAIRE

PREMIERE PARTIE : LE JAPON, UNE PUISSANCE RESSUSCITEE...

Le Japon : un pays né sur les cendres de la Deuxième Guerre mondiale
L'après Guerre froide : tentative d'émancipation et recherche d'un nouveau statut
international

DEUXIEME PARTIE : ... MAIS TOUJOURS AMPUTEE

Une capacité militaire et diplomatique limitée
Des risques économiques et une population vieillissante
Subsistance d'une opposition au Japon en Asie

INTRODUCTION

Au début du 20ème siècle, après sa victoire sur la flotte russe, le Japon entre dans la cour des grandes puissances après une longue période d'isolement. A l'origine ce pays ne mène pas de politique agressive, et la prise de contrôle des îles Ryuku et Kouriles par le Japon se fait grâce à des accords avec la Chine et la Russie. Mais dans son ambition de s'opposer à l'Occident, il lui faut faire de la Corée, de la Mandchourie et de la Chine des alliés efficaces, et pour cela ces pays doivent se moderniser. C'est pourquoi le Japon tente de les faire passer sous sa tutelle. Dans l'analyse japonaise de l'époque, la puissance des Etats européens dérivait en effet de la possession d'un empire et c'est ce qui pousse le Japon à mettre en place la « sphère de coprosperité ». Malheureusement pour parvenir à ce but, le gouvernement japonais finit par abandonner la diplomatie et utilise les moyens de la guerre et de la conquête. Cette ambition finira par lui être fatale et se soldera par une défaite lors de la Deuxième Guerre mondiale.

A l'issue de la Deuxième Guerre mondiale, le Japon n'est plus que l'ombre de lui-même. C'est un pays défait, détruit, occupé et dont les régimes constitutionnel et politique sont dictés par le vainqueur qui va devenir puissance d'occupation. Toutefois, en dépit de cet état de fait, le Japon va se redresser, reconstruire une économie qui va devenir concurrente des économies des pays occidentaux, faire sienne la Constitution qui lui a été imposée et une fois de plus finir par intégrer les valeurs occidentales à son propre système de pensée.

Mais en ce début de 21^{ème} siècle le Japon n'a pas encore repris la place d'un Etat à part entière au sein de la communauté internationale. Son passé et sa Constitution font que le Japon ne peut toujours pas agir comme n'importe lequel des autres Etats asiatiques. Hors depuis la fin de la Guerre froide la donne a changé et cela a des répercussions dans la zone d'intérêt du Japon. En effet la chute de l'empire soviétique a entraîné une baisse des tensions dans la région. En conséquence de quoi, les Etats-Unis ont régulièrement réduit leurs forces militaires dans la zone. Dans le même temps, la Chine se développe au niveau économique, se réforme au niveau politique tout en critiquant de plus en plus une présence militaire américaine qui lui semble de moins en moins justifiée avec l'effondrement de l'Union soviétique.

Dans cette région en pleine mutation tant sur le plan économique que politique, on peut donc penser que la puissance économique japonaise alliée à une phase de recul de la présence américaine peut faire du Japon le future centre de gravité de l'Est asiatique. Pour voir ce qu'il en est, nous verrons dans un premier temps que le Japon possède des atouts incontestables qu'ils soient économiques, politiques ou militaires pour s'imposer en tant qu'acteur majeur en Asie, avant de montrer qu'il existe toutefois un certain nombre de limites et de handicaps qui risquent fort d'entraver la montée en puissance du Japon en tant qu'acteur politique ou diplomatique majeur.

PREMIERE PARTIE :

Le Japon, une puissance ressuscitée...

I- Le Japon : un pays né sur les cendres de la Deuxième Guerre mondiale

A- Un pays constitutionnellement pacifiste

1) L'Article 9 de la Constitution

A l'issue de la Deuxième Guerre mondiale, les Etats-Unis, par l'intermédiaire du général MacArthur, imposent au Japon une cure de démocratisation intensive qui va à l'encontre des conceptions élitistes de la droite japonaise traditionnelle. La nouvelle Constitution doit en outre protéger le monde du « militarisme nippon ». Cette Constitution interdit l'emploi de la force armée pour la résolution des différends internationaux. Le Japon ne peut donc pas disposer de forces pouvant entrer en guerre contre un Etat tiers, les forces japonaise ne devant permettre que l'autodéfense et donc être dimensionner au minimum possible. Dans les premières années de son existence, le Japon ne possède de ce fait plus de forces armées.

En outre, l'interprétation première de cette Constitution fait que le Japon ne peut en aucun cas envoyer de troupes à l'étranger, pas plus en tant que force d'interposition, qu'en tant que force combattante en invoquant le cadre de la légitime défense. Cela répond à la crainte de certains pays qui ne veulent pas qu'un évènement comme l'invasion de la Mandchourie par le Japon suite à l'incident monté de toute pièce du Pont Marco Polo puisse se reproduire.

2) Constitution de forces à la demande des Etats-Unis

Ce n'est que sous la pression des Etats-Unis et suite à la guerre de Corée que le gouvernement japonais accepte de mettre sur pied une force de police d'autodéfense de 70 000 hommes. Toutefois, malgré les demandes des Etats-Unis, le Japon a toujours refusé l'envoi de troupes en Corée. Par la suite, ces troupes ont donné naissance aux actuelles Forces d'autodéfense (FAD). Mais le Japon a jusqu'à aujourd'hui toujours refusé de se doter de forces armées importantes, préférant mettre tous ses moyens financiers dans la reconstruction du pays.

3) La « Doctrine Fukuda »

Etant donné sa situation militaire, le Japon s'en est longtemps totalement remis aux Etats-Unis en ce qui concernait sa politique étrangère. Mais lors du sommet de l'ASEAN de Kuala Lumpur en 1977, le Premier ministre Takeo Fukuda développa ce qui allait devenir le cadre de la politique étrangère japonaise vis-à-vis de l'Asie. Cette politique se décompose en trois points :

- le Japon rejette le rôle de puissance militaire en Asie,
- le Japon fera tout pour consolider les relations de confiance mutuelle avec les pays de l'ASEAN,
- le Japon sera un partenaire normal tout en développant une compréhension mutuelle avec les nations de l'Indochine.

Le Japon clarifie ainsi ce que sont ses axes d'effort : la coopération économique, les échanges culturels et la stabilité politique.

B- Les principes de la politique de défense japonaise

1) Une force militaire non nucléaire et purement défensive...

Les deux bombes nucléaires lâchées par les américains sur Hiroshima et Nagasaki ont fortement marqué le Japon qui dans sa politique de défense a rapidement adhéré aux « trois principes non-nucléaire » déduits du texte constitutionnel : ne pas posséder, ne pas fabriquer, ne pas introduire d'armes nucléaires.

Le militarisme d'avant 1945 a aussi poussé les auteurs de la Constitution à s'assurer dans ce texte du contrôle du pouvoir militaire par le pouvoir civil. Ce contrôle est si important que lors du tremblement de terre de Kobe en 1995, les FAD ont dû attendre l'autorisation du Premier ministre avant de pouvoir intervenir, alors qu'elles étaient prêtes, ce qui leur a fait perdre de nombreuses heures qu'elles auraient pu mettre à profit pour sauver des vies.

La pression populaire obligea aussi les Américains à accepter dans l'accord de défense de 1960 que le Japon n'engage pas ses forces en dehors de l'archipel. Pour le Japon, il s'agit de développer dans le cadre de cet accord une capacité de défense efficace mais exclusivement orientée vers l'autodéfense.

2) ...mais une force de premier ordre

Il faut tout de même prendre en compte que cette Force d'autodéfense est loin d'être négligeable tant en terme quantitatif que qualitatif. Le Japon possède en effet les plus gros navires de guerre de la région après les Etats-Unis et la Russie. Suite aux intrusions de navires nord-coréens dans ses eaux territoriales, le Japon a de plus décidé d'accroître ses capacités de surveillance et d'interception de navires ennemis. Ainsi depuis dix ans, les FAD ont notablement amélioré leur capacité de mobilité en se dotant de porte-hélicoptères, d'avions de transport ou de navires de ravitaillement. Actuellement les FAD sont composées de la manière suivante :

Force	Nombre d'hommes	Place mondiale
FAD terrestre	147 700	25 ^{ème}
FAD aérienne	44 100	16 ^{ème}
FAD maritime	42 500	7 ^{ème} (en tonnage)
FAD réserves	46 700	
Gardes côtes	12 000	
Budget 2000 : 46 milliards de dollars (1% du PIB)		

Chiffres Asia Report 2000

Le part du budget des FAD dans le PIB est limité depuis 1976 à 1%. Mais en dépit du faible pourcentage du budget de la défense par rapport au PIB, en fait le plus faible de toute l'Asie (Chine : 6%, Indonésie 2%, Philippine 2%), la somme allouée est toutefois considérable en valeur pour un pays « pacifiste ». De plus, ce budget est en hausse constante depuis plusieurs années et le rythme de cette croissance est plus rapide que la plupart des pays de l'OTAN par exemple.

Tout cela fait des FAD une force armée qui compte parmi les mieux équipée et les plus moderne du monde.

3) Une zone d'intérêt géopolitique limitée

Le Japon a traditionnellement une vision réduite de la zone à prendre en considération pour la définition de sa politique de sécurité nationale. Cette zone que le Japon dénomme l'Asie de l'Est englobe la Russie, la Chine, Taiwan et les deux Corée. Les pays de l'ASEAN ne sont ainsi pas dans le centre de son dispositif, même si les liens avec l'ASEAN et l'influence du Japon au sein de cette organisation sont de plus en plus marqués.

C- La question du nucléaire

1) Savoir mais pas pouvoir

Le Japon est un pays possédant une technologie avancée et doté d'un fort potentiel scientifique. Il possède et surtout maintient à niveau ses capacités techniques en particulier dans le domaine spatial sous le couvert de recherches civiles (matériaux, propulsion, contrôle de navigation) et mais aussi dans le domaine des missiles en participant au développement du programme de bouclier anti-missiles.

Bien que depuis les années 60, les hommes politiques et les scientifiques prétendent que le Japon est en mesure de développer rapidement l'arme nucléaire (deux ans à l'époque, aujourd'hui certains disent que ce serait nettement plus rapide), le Japon semble se contenter d'avoir la capacité de produire l'arme nucléaire pour que cela ait un effet de dissuasion¹.

Le Japon est un pays qui dispose en outre d'une capacité croissante en moyens de retraitement de déchets nucléaires, ce qui lui permettrait de produire la matière fissile nécessaire à la production d'armes atomiques. Il est aussi le premier client des usines de retraitement européennes. Le Japon dispose aujourd'hui de 30 t de plutonium civile, en 2010, il en aura environ 100 t, l'équivalent du stock militaire des Etats-Unis.

Or ce retraitement et l'utilisation de plutonium pour la production d'électricité coûtent plus cher que l'utilisation de réacteur fonctionnant à l'uranium. Economiquement parlant, à l'heure où il ne semble pas y avoir de réel risque sur les approvisionnements pétroliers, même en tenant compte d'un conflit en Irak, une telle politique énergétique laisse penser à certains pays que le Japon veut être en mesure de se doter d'armements nucléaires, même si, selon les experts, le plutonium « ne permet que » de fabriquer des bombes nucléaires de première génération².

2) Les armes nucléaires américaines au Japon

A cause de « l'allergie nucléaire » de la population japonaise, ce n'est que tardivement que le gouvernement japonais a avoué à sa population la présence d'armes nucléaires sur les bases aériennes américaines d'Okinawa. Le nombre de ces armes monta jusqu'à 1200 en 1967 durant la guerre du Vietnam. Ce n'est qu'en 1968 que le premier porte-avions nucléaire fut autorisé à entrer dans un port japonais. A

¹ *Le Japon, puissance régionale du monde asiatique*, www.defense.gouv.fr/das/etudes/etude/japon

cette époque, le Premier ministre japonais Sato tenta de mener une campagne « d'éducation » pour faire comprendre à la population japonaise le besoin de la présence d'armes nucléaires pour la défense du Japon dans le cadre du Traité de sécurité américano-japonais.

Cette tentative fut réduite à néant en 1968 lorsqu'un bombardier nucléaire B-52 américain s'écrasa à Okinawa. La vague d'hystérie consécutive à cet événement obligea le gouvernement japonais à demander le retrait des B-52 et des sous-marins nucléaires d'Okinawa. Quand cette île fut rendue au Japon en 1972, elle était dénucléarisée. Depuis, la majorité des Japonais estime que la dissuasion nucléaire américaine est suffisante pour la protection du Japon.

D- Le Japon, puissance économique mondiale

1) Le décollage économique

A l'issue de la Deuxième Guerre mondiale, le pays est à reconstruire ainsi que son économie. Les Japonais mettent alors en place un système économique, à la fois dirigiste et souple, apte à s'adapter aux évolutions de l'économie mondiale. La réussite est telle que le Japon représente pour de nombreux pays asiatiques la troisième voix capitaliste après l'Europe et les Etats-Unis. Et la réussite du Japon peut enfin laisser penser que la société industrielle n'est plus seulement l'apanage du monde occidental.

Tout d'abord pays à la main d'œuvre bon marché, le Japon est, durant les années 70, passé de l'état de pays assembleur à celui de pays concepteur de nouveaux produits. Il est aujourd'hui l'un des trois pays déposant chaque année le plus grand nombre de brevets, ce qui montre bien sa capacité à innover. Le processus qui a mené au développement du Japon est naturellement devenu le modèle pour de nombreux pays en voie de développement, en particulier en Asie.

Actuellement la souplesse du système économique japonais est de nouveau à l'œuvre dans une certaine mesure. En ce moment, le Japon doit en effet faire face à de nombreuses remises en cause : l'emploi n'est plus garanti à vie et les licenciements sont en augmentation, de nombreuses fusions entre sociétés n'appartenant pas au même keiretsu ont lieu ce qui n'était pas pensable il y a peu, les entreprises accordent de plus en plus d'importance à la recherche de bénéfice et la mentalité de la

² *The Plutonium Threat*, www.nci.org/new/nci-plu.htm

population face au travail évolue avec un accroissement de la prise en compte des loisirs dans la société japonaise.

Aujourd'hui, soixante ans après la fin de la Deuxième Guerre mondiale, le Japon, malgré un environnement défavorable, est toujours en croissance avec un PIB en hausse de 0,3% en 2002 à la surprise de nombreux analystes, ce qui prouve la force d'adaptation de son économie, et le Japon représente actuellement 60% du PIB asiatique.

2) Une puissance industrielle

Le Japon se situe dans le peloton de tête des pays industrialisés dans de nombreux domaines, qu'il s'agisse de l'industrie lourde ou de l'industrie de transformation. Dans ceux de la sidérurgie et de la construction navale, il est numéro un mondial. Dans l'industrie automobile, il est numéro deux mondial derrière les Etats-Unis. Les industries de hautes technologies (électronique, robotique, télécommunication, biotechnologie...) sont quant à elles en constante progression et nourrissent les exportations.

Le Japon est en outre un important acteur du commerce international puisqu'il participe pour 9% aux exportations mondiales. Mais il est aussi un importateur de premier ordre, puisqu'il se situe en tête des importateurs de matières premières, en deuxième position pour ce qui est des produits énergétiques et à la troisième place pour les produits agroalimentaires³.

3) Une puissance économique et financière

Depuis de nombreuses années, le Japon affiche un excédant commercial très important, ce qui lui a permis de se constituer une réserve en devise. A cela s'ajoute une population japonaise dont le taux d'épargne est très élevé. Ceci a permis au Japon de se constituer un secteur bancaire très puissant puisqu'au niveau mondial, parmi les dix plus grosses banques plus de la moitié sont japonaises. En 2000, parmi les 1000 plus grosses entreprises asiatiques 700 sont japonaises, parmi les 500 plus grandes banques 150 sont japonaises et elles représentent 63% des capitaux, 65% des prêts et 82% des revenus sur intérêts.

La première conséquence de cette puissance financière est que le Japon est devenu avec le temps le premier investisseur mondiale, et ce dans tous les domaines

³ *Le Japon, deuxième puissance économique du monde*,
www.guerrerojivaro.host.sk/geograph/fiches/japon

possibles (finance, immobilier, tourisme, culture, industrie). Parfois cela lui permet de contourner les quotas imposés par certains pays et souvent cela lui permet délocaliser sa production. Mais en plus, il est aussi devenu le premier créancier mondial et possède une masse importante d'emprunt d'Etat américain.

La bourse de Tokyo est l'une des premières capitalisation mondiale en dépit de la crise économique qui secoue l'archipel depuis de plus de dix ans.

La puissance financière du Japon transparait aussi dans sa position au sein de la Banque asiatique de développement (BAD). Il en est le premier contributeur avec les Etats-Unis et le président de cette banque a toujours été japonais.

E- la coopération nippo-américaine

1) La défense

Le Traité de sécurité de 1951 avec les Etats-Unis est présenté par le Japon comme une assurance qu'il n'a pas d'intérêts militaires immédiat en Asie. Les Américains sont une partie intégrante des questions militaires japonaises. En dépit de retraits récents, les Etats-Unis disposent toujours de plus de 35 000 hommes au Japon après un sommet à plus de 150 000 hommes.

Cette coopération dans le cadre du Traité de sécurité est très ambiguë. Il y a en effet de la part de la population japonaise une constante visant à demander le départ des troupes américaines. Ainsi avant 1970, de nombreuses manifestations ont lieu pour que le Japon recouvre la souveraineté sur toutes ses îles, ce qui est finalement acquis en 1971 pour Bonin et en 1972 pour Okinawa.

Ensuite, depuis les années 70 la population japonaise réclame le départ des troupes US tout en refusant au gouvernement japonais la possibilité de mener une politique qui lui permettrait d'avoir une défense indépendante vis à vis de ceux-ci. De ce fait, le Traité de sécurité est renouvelé à chaque date anniversaire. Le Japon renforce parallèlement sa position au sein de l'alliance nippo-américaine en participant au TMD (Theatre Missile Defense).

D'un autre côté, pour la couverture défensive de leur territoire, les Japonais s'en remettent toujours au bouclier nucléaire américain qui doit tenir un rôle dissuasif face à une éventuelle agression chinoise ou nord-coréenne.

2) Le Japon modèle économique

Devant la réussite de la reconstruction japonaise et de la reconstitution de sa puissance industrielle et économique, les Etats-Unis ont fini par s'inspirer du modèle de gestion et de production à la japonaise dans les années 80, avant que celui-ci ne s'étende au reste du monde occidental.

A l'extrême, on peut actuellement même constater que les Etats-Unis utilise aujourd'hui la technique japonaise pour sortir de la crise en mettant en œuvre un plan de relance financé par l'Etat.

II- L'après Guerre froide : tentative d'émancipation et recherche d'un nouveau statut international

A- Faire prendre en compte la puissance économique

1) Le Japon pourvoyeur d'aide publique au développement

Avec la fin de la menace soviétique et donc la fin de l'existence des « blocs », le Japon a pu envisager de s'investir davantage dans son soutien envers tous les pays en voie de développement. Le Japon a voulu s'affirmer au plan international mais surtout au plan régional par la mise en place d'aide au développement de toutes sortes. Cette aide a commencé à décoller vers les années 60 et depuis les années 90 le Japon est le principal contributeur dans le monde. Aujourd'hui même si le pourcentage de l'aide publique par rapport au son PIB n'atteint le seuil des 0,7% demander par l'ONU, la somme distribuée met le Japon en deuxième position derrière les Etats-Unis.

Pays fournisseurs	Aide publique 2001 (milliards de dollars)	Aide publique / PIB
Etats-Unis	10,88	0,11
Japon	9,68	0,23
France	4,29	0,34
Danemark	1,60	1,01

Source : OCDE

Pour près de 50 pays dont une dizaine en Asie (Chine, Indonésie, Thaïlande ...), le Japon est le principal fournisseur d'aide. Mais en fait la moitié de l'aide japonaise

est orientée vers l'Asie. Toutefois, bien que le Japon n'entretienne que de très faibles relations économiques avec l'Afrique, 1% du commerce extérieur principalement avec l'Afrique du Sud et le Libéria et 1% des investissements japonais à l'étranger, il y est là aussi un gros pourvoyeur d'aide au développement, puisqu'il se situe à la deuxième place après la France.

L'aide japonaise en Asie a certes baissée, mais elle reste élevée. Dans le cadre de la crise financière de 97-98, cette aide financière japonaise vers l'Asie a par exemple représenté 80 milliards de dollars. Elle reste aussi notablement supérieure à celle de la Chine dont la caractéristique est de ne pas être soumise à condition, si ce n'est de ne pas reconnaître Taiwan en tant qu'Etat.

Il n'y a pas au Japon d'instrument législatif réglant l'attribution de ces aides. Le gouvernement a toutefois développé une « charte de l'aide publique au développement » qui comprend quatre points :

- le développement ne doit se faire au détriment de l'environnement,
- l'aide ne doit servir à des fins militaires,
- les pays aidés doivent accorder un degré suffisant de priorité au développement économique et social,
- les pays aidés doivent s'orienter vers la démocratie et l'économie de marché et prêter attention aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales.

Dans les faits, le Japon recherche dans les pays qu'il aide des industries pouvant être compétitives sur le marché mondial et pouvant être intégrées dans le réseau de sa propre industrie nationale.

2) Le Japon modèle économique

Toutefois le poids de cette charte est à relativiser. En effet pour le Japon, le dialogue et la « diplomatie de la patience » revêtent une grande importance. Pour ce pays, les idées démocratiques et libérales viennent avec l'intensification des échanges économiques et des contacts politiques. C'est la raison pour laquelle lors de la crise de la Place Tian An Men, le Japon s'est opposé à l'application de sanctions contre la Chine par le G7.

Ainsi, en ne conditionnant pas formellement l'octroi de l'aide à des réformes spécifiques, le Japon cherche à accroître son assise régionale en mettant en place un ensemble de systèmes économiques similaires facilitant les échanges en Asie.

Le Japon a aussi mis en place dans différents pays d'Asie (Malaisie, Philippines, Thaïlande, Vietnam ...) des programmes de développement et de réorganisation des

mécanismes économiques. Le Japon profite aussi du cadre de ces échanges pour exporter sa culture, au sens large du terme, qu'il s'agisse de culture économique, financière ou artistique...

Mais l'expansion du modèle japonais n'est pas seulement due à la volonté du Japon de mettre en avant un système politique et économique. De leur pleine initiative certains pays asiatiques ont en effet cherché à reproduire chez eux le modèle japonais. C'est ce qui s'est passé dans la fédération de Malaisie après l'arrivée au pouvoir de Mahathir en 1981. A la même époque, le Premier ministre singapourien avait mis en œuvre une politique de mise à « l'école japonaise ». La Chine aussi est intéressée par le modèle japonais. En 1992, le gouvernement chinois a fait traduire en chinois un document du MITI (Ministère japonais de l'Industrie et du Commerce extérieur) sur sa contribution au miracle économique japonais.

3) Le Japon moteur de l'intégration économique de l'Asie

Suite à la crise économique, le Japon a proposé en 1994 la création du Forum régional de l'ASEAN. En plus des pays de l'ASEAN, ce forum regroupe les Etats-Unis, la Chine, l'Australie, la Communauté européenne ainsi que plusieurs autres pays de l'Asie-Pacifique. Son but est de promouvoir la stabilité géopolitique qui pourrait être menacée par les effets d'une crise économique et d'instaurer un dialogue permettant de mettre en œuvre une diplomatie préventive.

Pour la classe dirigeante politique japonaise, toutes tendances politiques confondues, cette intégration passe par une remise en cause la prédominance du système économique américain que le Japon a tenté de mettre en œuvre pour sortir de la crise sans y parvenir. Un atout dans cette volonté de se substituer à l'allié américain est le fait que depuis quelques années déjà, le Japon a remplacé les Etats-Unis comme premier investisseur en Asie. Cela lui permet d'exporter méthode de travail et de gestion dans des pays qui souvent ne disposent pas encore de système économique puissant et efficace.

Le rôle que le Japon a déjà en Asie est très visible lorsque l'on observe les réactions de ses voisins aux moindres actions du gouvernement japonais, tant sur le plan de la politique intérieure, que sur le plan de la politique extérieure ou celui de l'économie. L'achat de matériel militaire, la réévaluation de la valeur du yen font toujours l'objet de commentaires, de critiques ou d'analyses de la part de ses voisins.

B- Participation des FAD à des opérations hors du territoire

1) Nécessité de pouvoir envoyer les FAD à l'étranger

Le Japon veut de plus en plus participer à la recherche de solutions aux crises internationales ou locales. Pour cela il est nécessaire que les FAD puissent intervenir hors de leur territoire national. Hors, jusqu'à il y a peu, l'interprétation qui était faite de la Constitution ne semblait pas permettre de telles actions. Il est donc nécessaire de trouver une solution aux limites imposées par cette Constitution et ce besoin se fait de plus en plus sentir face aux critiques dont le Japon est l'objet de la part de son allié américain mais aussi de nombreux autres pays.

2) Les solutions

Trois solutions sont possibles pour donner plus de liberté d'action au gouvernement japonais.

a) Amendement de la Constitution :

Selon le « Cabinet Legislation Bureau », l'organe responsable de la surveillance de la légalité des décisions du gouvernement, il faudrait un amendement de la Constitution pour pouvoir exercer les légitimes défense collective, le problème c'est qu'une telle procédure nécessite du temps. Pour permettre au Japon de jouer un rôle militaire au niveau international, cette solution n'est donc pour l'instant pas envisageable. Le Premier ministre Junichiro Koizumi a de plus affirmé qu'il n'envisageait pas cette possibilité.

b) Adoption d'une résolution de la Diet :

Une autre possibilité pour faciliter l'exercice de la légitime défense collective est de faire adopter par la Diet une résolution précisant que l'esprit de la Constitution n'interdit pas la légitime défense collective mais seulement l'envoi de forces outremer dans ce cadre là. Toutefois une telle résolution nécessiterait un vote à l'unanimité de la Diet puis la mise en place d'une nouvelle loi mettant en œuvre cette résolution.

c) Réinterprétation de la Constitution :

Mais le Japon ne peut plus se contenter aujourd'hui de n'être qu'un loueur de bases militaires en échange de sa sécurité et de ne pas prendre une part plus active à sa défense. La solution est de faire comprendre et accepter aux Japonais le fait qu'il y a dissociation entre légitime défense et envoi de troupe à l'étranger ce qui permettrait d'envoyer des troupes pour mener des opérations humanitaires par exemple. Mais il

s'agit aussi de faire comprendre à la population que la légitime défense collective n'implique pas automatiquement l'envoi de troupe à l'étranger et que le fait de donner des facilités aux troupes américaines peut participer à la légitime défense collective.

3) Les résultats obtenus

Indépendamment de cette recherche de solutions pour le long terme, la possibilité que le Japon participe à des opérations de maintien de la paix dans le cadre de l'ONU a été acquise après un vote difficile à la Diet en juin 1992. Actuellement l'envoi de troupes à l'étranger n'est donc plus une impossibilité, mais à la condition que cela se déroule sur un territoire où il n'y a plus de combat et qu'il y ait eu signature d'un cessez-le-feu.

C'est dans ce cadre qu'ont eu lieu différents envois de détachement des FAD. Il y a tout d'abord eu la mission au Cambodge (640 hommes et le premier militaire japonais mort à l'étranger depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale) qui a fait tomber le tabou d'envoi de troupes à l'étranger, puis au Mozambique dans le cadre de l'ONUMOZ, au Zaïre et sur le Plateau du Golan ou encore la participation à la surveillance des élections présidentielles en Angola.

Cela a permis au Premier ministre Ozawa de mettre en avant le concept de « pacifisme actif ». Il s'agit pour le Japon de contribuer à la résolution de problèmes internationaux sans se servir des armes. Grâce à cela, le Japon espère améliorer sa place dans le concert des nations.

Cela a aussi permis de fournir un soutien arrière aux américains hors du territoire national, mais seulement dans des zones où ne se déroulent pas de combats ce qui permet de renforcer l'alliance américano-japonaise.

La coopération entre le Japon et ses voisins s'accroît elle aussi, puisque le Japon a participé en 1999 à un exercice militaire conjoint avec la Corée du sud. Même si le thème de cet exercice était une mission de recherche et de sauvetage, un nombre important de navire et d'aéronefs ont été mis en œuvre. Dans un autre domaine, le Japon participe aussi à la lutte contre la piraterie. C'est un moyen pour lui de s'affirmer dans la région en menant des patrouilles conjointes avec d'autres pays. Son but est de mieux faire accepter les forces militaires japonaises dans la région. Il se heurte cependant à une forte réticence de la Chine.

C- Un nouveau rôle du Japon dans les relations internationales

1) Le Japon alternative aux Etats-Unis et à l'Occident pour l'Asie

Le Japon est le seul pays asiatique à s'être développé en réaction à l'Occident en se dotant d'armes occidentales avant de se faire battre à l'issue de la Deuxième Guerre mondiale. Le Japon a tout d'abord librement accepté certains traits de l'Occident, ce qui lui a permis de les assimiler à sa propre culture et donc de garder « sa propre dignité »⁴. En ce sens, il est une sorte de référence pour les autres pays d'Asie dans la manière d'aborder les relations avec l'Occident.

Le Japon cherche aussi à réduire la dépendance de l'Asie vis-à-vis des Etats-Unis, et donc du dollar qui est un facteur d'instabilité financière en Asie, tout en affirmant sa puissance économique. Pour cela le Japon a annoncé au milieu des années 90 qu'il chercherait à internationaliser le yen en commençant par la zone Asie. Dans ce but le Japon a décidé de déréguler des mouvements de capitaux pour faciliter les transactions en devise japonaise. De même, dans le cadre de la Banque asiatique de Développement (BAD), le Japon se heurte régulièrement aux Etats-Unis quant au choix de l'attribution des fonds. Les principales causes d'affrontement entre ces deux pays se situent dans l'importance à accorder au respect des droits de l'homme et dans celle qui doit être accordée à l'entreprise privée par rapport aux entreprises d'Etat. Mais le Japon parvient généralement à passer outre les réserves des Etats-Unis, comme ce fut le cas pour le financement de projets d'investissement chinois par la BAD en 1990.

En janvier 2002, le Premier ministre japonais a aussi déclaré que le Japon était prêt à aider l'ASEAN à se réformer et qu'il était prêt à aider les pays de l'ASEAN dans le domaine de la législation, de l'administration, des systèmes financier⁵. De la même manière, le Japon appuie certains pays comme le Myanmar dans leur processus de démocratisation.

2) Le Japon pôle de concertation est-ouest et nord-sud

Le Japon tente, dès qu'il le peut, de se placer en tant que puissance passerelle comme il l'a déjà fait dans le passé en entretenant des liens avec les pays communistes d'Asie pendant la guerre du Vietnam et en servant d'intermédiaire entre les pays anti-nucléaire du Pacifique Sud et les Etats-Unis. C'est aussi le rôle qu'il tente de

⁴ POSTEL-VINAY Karoline, *Le Japon et la nouvelle Asie*, Presses de Sciences Po, p. 72

⁵ Discours du Premier ministre Junichiro KOIZUMI du 14 janvier 2002 à Singapour

jouer depuis quelques années entre la Corée du Nord et les Etats-Unis. De même avant chaque réunion annuelle du G8, le Japon consulte les gouvernements des pays de la région.

Ce rôle de médiateur est aussi celui que le Japon tient au sein de l'APEC dont il a soutenu la création en 1989. Dans le cadre de cet organisme, il cherche à faciliter le dialogue entre les pays asiatiques aux politiques économiques interventionnistes et les pays occidentaux à tendance libre-échangiste.

L'ouverture de la Chine permet ainsi au Japon d'accroître son rôle d'intermédiaire entre l'Asie et l'Occident. Le Japon a aussi soutenu l'entrée de la Chine à l'Organisation mondiale du Commerce (OMC) et pense qu'une participation au G7 serait souhaitable. Le but recherché par l'entrée de la Chine dans les grandes institutions internationales c'est, en lui donnant ainsi un rôle international accru, d'assurer la stabilité de ce pays et par conséquent celle de la région pour lui assurer une croissance économique à long terme.

3) Une affirmation douce du Japon

L'emploi de militaires restant difficile pour affirmer sa puissance et n'étant pas toujours le bienvenu dans les organisations régionales, le Japon utilise aussi des acteurs non gouvernementaux pour accroître son influence. Il renforce en outre sa coopération avec les organisations régionales africaines comme l'Union Africaine.

Le Japon utilise aussi la coopération économique et l'intensification des échanges avec la Chine afin de parvenir à accroître l'implication de ce pays dans la région et par là d'obtenir que dans son propre intérêt la Chine agisse dans le sens d'une stabilisation géopolitique de la région.

D'un autre côté, le Japon utilise le même type de méthode avec la République de Corée pour se positionner en tant qu'interlocuteur incontournable dans la région mais aussi pour contrebalancer les initiatives chinoises.

D- La renouveau de la culture japonaise

1) La culture en tant que moyen d'expansion

Le volet culturel de la politique étrangère du Japon représente un axe d'effort du Japon en Asie. Car outre le fait que cela peut permettre une augmentation des échanges avec ses voisins, cela permet surtout au Japon de se faire reconnaître

comme membre à part entière de la communauté asiatique, « diversifiée certes, mais formant un héritage socioculturel, économique et historique commun »⁶.

Comme toutes les grandes villes cosmopolites, Tokyo et les autres grandes villes japonaises sont fortement imprégnées de culture américaine. Toutefois il existe aussi partout dans le monde, et en particulier en Asie, des artefacts de la culture japonaise, même si ceux-ci ne sont pas toujours reconnus comme tel. Il en est ainsi de la musique japonaise dont s'abreuve la jeunesse asiatique. La caractéristique de cette musique est qu'elle a su assimiler avec succès la culture occidentale en générale et la culture américaine en particulier. Mais les jeunes asiatiques sont aussi de gros consommateurs de mangas, de dessins animés ou de jeux vidéo qui font de plus en plus référence à la culture et aux modes de pensée japonais.

Dans le but de promouvoir sa culture, le Japon a mis en place en 1997 une « Mission culturelle multinationale ASEAN-Japon » qui travaille sur quatre axes. Il y a tout d'abord un dialogue culturel et intellectuel dont l'un des résultats est la traduction d'ouvrages japonais et asiatiques. Il y a aussi la promotion et la préservation du patrimoine asiatique. Il y a en troisième lieu le développement d'une industrie de la culture et enfin et surtout le développement d'une industrie des médias. Cela permet à la culture japonaise d'être omniprésente dans cette région aux côtés de la culture américaine. Cela permet de dire qu'aujourd'hui la culture japonaise est devenue une sorte de culture populaire asiatique.

Cette prise de conscience de leur puissance culturelle peut amener les Japonais à reprendre confiance en eux, et par là, à retrouver un rôle international plus en rapport avec leur potentiel politique et économique, à l'instar de ce qui s'était produit au début du 20^{ème} siècle.

2) La culture, moyen de résistance

Il faut aussi constater que le Japon a su jouer de sa spécificité culturelle au sein des Etats développés. Il s'est ainsi longtemps servi du caractère sacré du riz au Japon pour protéger son agriculture, ce qui l'a parfois marginalisé au sein du camp occidental.

⁶ BOULANGE Eric, *Le statut du Japon en Asie orientale : Economie, politique et sécurité*, Chaire Télégllobe Raoul-Dandurand

DEUXIEME PARTIE :

... mais toujours amputée

III- Une capacité militaire et diplomatique limitée

A- Le Japon, puissance militaire incomplète

1) Le problème du nucléaire

L'aversion de la population japonaise pour le nucléaire date de la Deuxième Guerre mondiale. Mais suite à l'accident nucléaire de Tokaimura et à l'affaire de Minamata, l'opinion publique japonaise n'est toujours pas prête à se repositionner en faveur du nucléaire et encore moins du nucléaire militaire. De plus le soutien des dirigeants japonais à la politique de non prolifération est un handicap pour le Japon, car par là, ce pays s'ôte de fait encore actuellement la possibilité d'envisager une dissuasion nucléaire. Hors, ce serait le moyen pour le Japon de faire partie des pays comptant diplomatiquement dans le monde en entrant dans le Club des puissances nucléaires. En 1999, le Premier ministre japonais Keizo Obuchi a même démis de ses fonctions le vice-ministre de la défense Shingo Nimura qui avait affirmé que maintenant que l'Inde et la Pakistan avaient tous deux l'arme nucléaire il n'y avait plus de risques de guerre et que ce qui était plus dangereux était un espace sans arme nucléaire.

Mais après le 11 septembre 2001 des membres de la majorité gouvernementale du Premier ministre japonais Junichiro Koizumi ont plusieurs fois remis en question le respect des trois principes non nucléaires. Le Premier ministre japonais Junichiro Koizumi a toutefois déclaré qu'une modification de la Constitution dans ce sens, bien qu'il y soit favorable, ne faisait pas partie de ses projets. De plus, les experts pensent qu'il faudrait dix ans pour pouvoir parvenir à un changement de statut concernant l'armement nucléaire au Japon.

2) Le problème des matériels militaires

En maintenant sa capacité dans le domaine spatiale à un niveau élevé en utilisant une industrie civile performante pour remplir cet objectif, le Japon veut être un acteur indépendant. De plus sa participation au TMD devrait lui donner une plus grande

autonomie dans le cadre de sa défense. Cette participation au TMD devrait aussi renforcer sa position au sein de l'alliance nippo-américaine. Mais il subsiste des points de mécontentement de côté japonais. Il y a par exemple le monopole des capacités de recueil de l'information par les Etats-Unis. Or cette mainmise des Etats-Unis influe fortement sur la capacité de prise de décision du Japon et donc sur le contrôle de la chaîne de commandement⁷.

Ainsi, malgré un certain nombre de progrès, le Japon doit toujours faire face à des lacunes dans son arsenal militaire. En dehors du problème de l'armement nucléaire, le Japon ne possède que de faibles capacités pour surveiller le territoire nord-coréen ou le territoire chinois et dépend pour cela des Etats-Unis. Le Japon ne possède pas non plus de porte-avions. Hors la possession de porte-avions est l'une des caractéristiques des grandes puissances militaires puisque la Chine qui n'en a pas encore est en train de réfléchir à cette question.

3) Le problème de l'emploi des FAD

a) Le problème constitutionnel

Continuer à appliquer les textes constitutionnels tel que cela a été fait jusqu'à aujourd'hui, empêche une pleine application du Traité de défense de 1960 signé avec les Etats-Unis. C'est pourquoi depuis l'attentat du 11 septembre 2001, le Premier ministre japonais Junichiro Koizumi tente de faire accepter une interprétation plus laxiste de la Constitution. Cela s'est traduit par l'envoi de troupes des FAD en Afghanistan, même s'il ne s'agit que de forces logistiques. Monsieur Koizumi espère pouvoir faire appliquer trois mesures spécifiques permettant d'élargir la possibilité d'employer des FAD à l'étranger en fixant des limites strictes :

- participation au soutien logistique, y compris le soutien sanitaire, le transport et l'approvisionnement des troupes américaines en opération,
- déploiement des forces maritimes en dehors des eaux territoriales à des fins de renseignement,
- participation à l'aide humanitaire aux réfugiés.

Le problème réside dans le fait que même si les FAD ne sont pas employées dans des opérations combattantes, les voisins du Japon y voient une tentative de recréer la « sphère de coprosperité ». Certains spécialistes disent que pour qu'une remilitarisation du Japon soit acceptée par ses voisins asiatiques, il faudrait un

⁷ le Japon, puissance régionale du monde asiatique, www.defense.gouv.fr/das/etudes/etude/japon

désengagement total des Etats-Unis dans la région. Rien ne s'opposerait plus alors aux « ambitions d'un régime chinois de plus en plus radicalisé. [...] Le réarmement de l'archipel pourrait apparaître [...] comme une force d'équilibre »⁸. Mais avec le refus de la Corée du Nord, classée parmi les Etats voyous par les Etats-Unis, d'abandonner son programme nucléaire, l'armée américaine risque de rester encore longtemps dans la région.

b) L'impossibilité d'invoquer la légitime défense collective

Une autre limitation est l'impossibilité de mettre en œuvre la légitime défense collective. Par exemple, un missile lancé par un Etat tiers en direction de Hawaï, ne peut pas être détruit par le Japon car ne le visant pas directement. Cela limite la coopération avec les Etats-Unis et à terme pourrait remettre en cause l'accord de défense avec eux. En outre, le Japon veut prendre une part plus active dans la sécurité régionale et mondiale. Pour cela il doit impérativement pouvoir mettre en œuvre la légitime défense collective afin de bénéficier d'un grand nombre de réponses face à la multiplicité des menaces auxquelles il risque d'être confronté. Cela accroîtrait en outre le niveau de dissuasion de l'alliance entre le Japon et les Etats-Unis.

c) Les réticences du gouvernement japonais

Le Japon se dit aussi prêt à œuvrer pour la paix par la prévention des conflits, comme il l'a fait en envoyant des personnels du Génie des FAD au Timor oriental pour aider à la reconstruction dans le cadre des forces de maintien de la paix de l'ONU. Toutefois, alors que depuis le début des années 90 des pays comme la Thaïlande, les Philippines ou la Malaisie souhaitent que le Japon s'investissent plus militairement, soit par des exercices conjoints, soit par la mise en place d'un système de sécurité régional, le Japon a jusque a toujours refusé ces offres.

4) L'opinion publique

Actuellement une large proportion de la population est toujours foncièrement antimilitariste. L'antimilitarisme est même si fort que les membres des FAD préfèrent souvent ne pas apparaître en uniforme en public.

⁸ NIQUET Valérie, *Rupture ou continuité : la situation stratégique en Asie depuis la fin de la guerre froide*, www.stratisc.org

De même une forte proportion de la population refuse encore aujourd'hui que le Japon intervienne en dehors du territoire. Dans ces conditions, il n'est pas sûr que le Japon puisse s'affirmer comme un partenaire fiable et fort.

Pour remédier à cela, depuis quelques années les différents gouvernements ont tenté sans grand succès jusqu'à nos jours d'« éduquer » la population japonaise en vue de lui faire accepter un renouveau du Japon en tant que puissance militaire.

B- Le Japon, puissance diplomatique limitée

1) Non membre permanent de l'ONU et diplomatie du retrait

Le Japon n'est pas membre du Conseil de Sécurité et en dépit de sa puissance industrielle et financière qui contribue pour une part importante au fonctionnement de l'ONU, il n'est probablement pas près de l'être à cause de son passé.

Lors de la crise financière asiatique, le Japon a tenté en 1997 de créer un Fonds monétaire asiatique (FMA). Mais le Fonds monétaire international (FMI) et les Etats-Unis s'y sont opposés craignant pour le premier d'être exclu de la recherche de solution lors de crises financières, pour les seconds que le Japon redirige sur le FMA les fonds jusque là employé à combler le déficit budgétaire américain. Leur opposition est d'autant plus facile que le Japon n'est que faiblement représenté au FMI, comme dans de nombreuses organisations internationales dont il est membre, et qu'il ne mène pas de diplomatie active pour défendre ses projets.

En outre, le fait que le Japon n'a pas intégré d'organisation régionale de coopération, ce qui aurait pu lui permettre de redorer son image vis-à-vis de ses ex-vassaux et voisins, fait qu'à l'inverse de l'Allemagne, si le Japon tentait aujourd'hui d'organiser une nouvelle coopération régionale, il serait soupçonné de vouloir recréer la « sphère de coprosperité ».

2) Un acteur clairement non menaçant

Certes le Japon est prêt à s'engager dans des projets de grande ampleur comme les mesures pour le désarmement, la non-prolifération ou bien la réforme de l'ONU. Cette politique se heurte toutefois à la résistance d'autres acteurs disposant d'un poids réel car disposant de l'arme nucléaire. Ainsi dans le cadre de la non-prolifération, la Chine a rejeté la demande du Japon de participer à l'action de l'ONU pour un dialogue sur la non prolifération nucléaire auquel participent aussi Israël, l'Inde et le Pakistan. Le refus de se doter de l'arme nucléaire est clairement une

limite pour pouvoir s'afficher en tant que pays dont la voix compte sur le plan de la politique internationale. De même, le Japon ne fait pas partie des quatre pays participant aux négociations de paix entre les deux Corée tout en étant probablement le pays qui une fois la paix établie sera le premier soutien financier de cette paix.

Le Japon est aussi parfois critiqué pour la manière dont il participe à la résolution des crises internationales. Son soutien financier, aussi important soit-il, ne suffit souvent plus à compenser son refus d'envoyer des forces à l'étranger. Cette politique est parfois perçue soit pour de la faiblesse, soit comme la volonté de se décharger de ses obligations internationales.

3) Des réussites diplomatiques à portée limitée

Le Japon peut se flatter d'une réussite diplomatique avec la récupération de l'île d'Okinawa en 1972. Cela ne doit cependant pas masquer le fait qu'il lui manque toujours une partie de ce qu'il revendique comme étant son territoire national : les îles Kouriles. L'échec de plusieurs tentatives de négociations, les dernières ayant eu lieu avec le président russe Vladimir Poutine, montre bien les limites de la puissance diplomatique japonaise qui ne parvient pas à régler un problème concernant un ensemble d'îles dont la principale ressource n'est que la pêche.

La Corée du nord, en dépit des tentatives de médiation du Japon, reste la principale source d'inquiétude du gouvernement japonais. Après les incursions maritimes et le tir de missile au-dessus du Japon de 1998, la relance de la politique nucléaire coréenne en 2002 et le nouveau tir de missile début 2003 ont fait remonter la tension entre ce pays et les Etats-Unis dont le Japon est l'une des bases avancées dans la région. Face à cette menace potentielle, le Japon n'a pas de réponse adaptée. Les tentatives de médiation et les promesses d'aides financières n'ont apparemment pas porté leur fruit ce qui montre bien la réussite limitée du « pacifisme actif » auquel adhère le Japon.

De plus, si il existe une association pour le Sud-Est asiatique (ASEAN), une pour l'Asie-Pacifique (APEC), il n'y a par contre aucun forum de discussion pour l'Asie du Nord-Est qui est la zone touchant le plus le Japon. Et pour l'instant, le Japon ne semble pas être en mesure de structurer ses relations vers cette zone de l'Asie. De ce fait, il est encore difficile pour le Japon de se présenter sans la garantie américaine face à l'Asie, étant donné que la Chine n'accepterait probablement pas de traiter d'égal à égal avec lui.

4) Le Japon, fidèle allié des Etats-Unis

La puissance économique du Japon fait qu'il devient un partenaire à part entière en Asie à côté des Etats-Unis et qu'il essaie parfois de faire reconnaître ses positions politiques en utilisant l'aide économique. Toutefois comme nous venons de le voir, la Constitution lui fait refuser d'assumer un vrai rôle militaire. Dans un discours de janvier 2002, Junichiro Koizumi précisait même que la coopération régionale devait rester ouverte sur l'extérieur et en particulier sur les Etats-Unis, en raison de leur implication dans la région, que ce soit au niveau économique ou au niveau de la sécurité.

La faiblesse japonaise dans le domaine de la politique internationale apparaît aussi dans le fait que pour certains spécialistes, il ne fait aucun doute que depuis de nombreuses années les pressions américaines sont devenues une composante du processus de décision politique japonais⁹. Ainsi, après le 11 septembre 2001, le Premier ministre japonais Junichiro Koizumi déclarait que le déploiement de troupes japonaises à l'étranger pour prévenir des attaques terroristes était possible, et que l'action du Japon serait concrètement déterminée par les décisions prises à Washington dans le respect de la Constitution japonaise. Actuellement encore, le Japon s'est rangé derrière les Etats-Unis dans la crise de l'Irak. Il est vrai qu'il peut difficilement se passer de la protection américaine face à une Corée du Nord de plus en plus imprévisible.

C- Subsistance de contentieux territoriaux

En représaille à la défaite subie par la Russie au début du 20^{ème} siècle, Staline demande en 1945 le rattachement des Kouriles à l'URSS. Cette situation perdure et est source de tensions entre le Japon et la Russie actuelle. Un tiers des FAD se trouve concentré dans cette région du Japon pour faire face à une menace éventuelle de la Corée mais aussi de la Russie. Le Japon continue de revendiquer cet archipel.

Les îles Senkaku (Diaoyutai) sont quant à elles revendiquées par la Chine, Taiwan et le Japon. Il s'agit d'un différent assez récent puisqu'il date de 1969, date à laquelle des études de l'ONU ont laissé penser que ces îles pourraient se situer au-dessus de réserves pétrolières gigantesques. Le Japon qui revendique une souveraineté historique sur ces îles cherche toutefois à calmer le jeu en parlant d'administration japonaise, sous-entendant par là qu'elles ne sont pas partie intégrante du territoire.

⁹ SNYDER Scott, « triaologue » : *relation US – Japon – Chine et stabilité en Asie-Pacifique*, United States Institute of Peace, octobre 1998

L'objectif de cette attitude est de maintenir la relation de confiance et d'amitié entre la Chine, Taiwan et le Japon, et cela en dépit d'incidents répétés.

En ce qui concerne les îles Take-Shima, le conflit entre le Japon et la Corée du Sud a ressurgi en 1996 suite à la volonté des Coréens de construire des installations sur ces îles et de développer la pêche dans cette zone. Les deux pays ont décidé de séparer le problème territorial dont le règlement a été repoussé à une date ultérieure et le problème de la pêche.

On peut voir grâce à ces trois exemples que la « diplomatie de la patience » et le refus officiel d'employer la force laissent aux pays concernés une certaine marge de manœuvre sans remettre en cause les relations économiques existantes, mais aussi sans parvenir à aucun accord définitif.

IV- Des risques économiques et une population vieillissante

A- une sortie de crise économique qui s'éternise

1) La crise des entreprises japonaises

Si les entreprises japonaises comptent parmi les plus grosses du monde, ce sont aussi celles qui font le moins de profits. Si les banques japonaises sont celles qui possèdent les dépôts les plus importants, ce sont aussi celles qui croulent sous les plus grosses dettes à cause de mauvais investissements, de l'éclatement de la bulle financière au début des 90, de la crise financière asiatique de 1997, de l'éclatement de la bulle Internet de 2001 et du ralentissement économique consécutif à l'attentat du 11 septembre 2001. De nombreux pays asiatiques se demandent actuellement si la stagnation du Japon n'est pas le signe de l'échec du modèle asiatique dont il est le premier représentant¹⁰.

La crise économique, qui a débuté en 1991 qui dure toujours, a aussi partiellement ralenti l'implantation des entreprises japonaises dans le reste de l'Asie. Les sociétés japonaises étant elle-même affectées par la crise, elles n'ont pas pu, à l'instar des autres sociétés occidentales, racheter des entreprises locales dont la valeur avait fortement baissée. Dans certains cas, ce sont même d'importantes sociétés japonaises qui sont passées sous contrôle étranger et qui ont maintenant à leur tête des dirigeants étrangers. C'est par exemple le cas de Nissan dont Renault est aujourd'hui le premier

¹⁰ SNYDER Scott, « *trialogue* » : *relation US – Japon – Chine et stabilité en Asie-Pacifique*, United States Institute of Peace, octobre 1998

actionnaire ou de certaines sociétés de banque et d'assurance. Depuis 1997 plusieurs centaines de firmes japonaises sont ainsi passées sous contrôle étranger. De nombreuses autres entreprises se situant parfois en tête de leur secteur au Japon ont fait faillite en dépit des aides publiques et des plans de relance du gouvernement.

2) la crise financière

A partir du début des années 80, une bulle spéculative dans le domaine des finances et de l'immobilier est apparue. Elle a éclaté en 1991 pour laisser la place à de nombreuses faillites et a fait entrer le Japon dans une crise à laquelle s'est ajoutée la crise asiatique de 1997 qui n'a fait qu'aggraver la situation économique du pays. La crise asiatique a montré l'interdépendance des économies de la région et en janvier 2002, le Premier ministre japonais Junichiro Koizumi a souligné l'importance de la coopération entre le Japon et l'ASEAN.

Actuellement la valeur du yen s'apprécie par rapport au dollar ce qui signifie que les investisseurs continuent à croire dans la capacité économique du Japon et contre toute attente, le PIB a de nouveau crû en 2002, bien que faiblement. Mais l'année 2003 pourrait s'annoncer sous de plus mauvais auspices. Les agences de notation mettent par exemple en doute la capacité du Japon à rembourser sa dette publique. De plus, le gouvernement japonais n'a pas pu mener à terme son nième plan de relance économique.

En ce qui concerne la bourse, elle a perdu 75% de sa valeur en douze ans. Bien qu'elle soit toujours la deuxième capitalisation mondiale, elle ne vaut plus qu'un cinquième de la capitalisation américaine qui représente 50% de la capitalisation mondiale, et se trouve même en troisième position si on prend en compte le marché de « l'Euroland ». L'immobilier a quant à lui perdu 50% de sa valeur.

Les salaires et les prix à la consommation ont une nouvelle fois baissés en 2002. Le Japon pourrait, de ce fait, être tenté de dévaluer sa monnaie pour casser cette baisse des prix qui dure depuis plusieurs années et qui à terme sera néfaste à l'économie japonaise.

3) Crise du site industriel Japon

Pour certains économistes, il est acquis que le nouveau centre économique mondial est en train de se déplacer vers l'Asie et donc le Japon. Mais face à la hausse du coût de la main d'œuvre au Japon et à la revalorisation du yen face au dollar, il y a délocalisation vers les pays en voie de développement asiatiques. Ceci profitent en

même temps du transfert de technologie et pourraient suivre, à terme, la voie de développement du Japon et pour finir par le concurrencer.

B- Faiblesse en ressources naturelles

Pour son approvisionnement énergétique, le Japon dépend à 70% des importations. Il peut difficilement se permettre un conflit avec la Chine qui contrôle une grande partie des voies d'approvisionnement maritime vers le Japon et qui est elle-même un fournisseur important de matière première. Cette dépendance explique aussi que l'Indonésie qui contrôle les voies maritimes par lesquelles transite 60% du commerce vers les côtes japonaises et qui est aussi un fournisseur important de matière première, soit le pays recevant le plus d'aide au développement, même pendant les périodes de crise comme lors de la crise du Timor oriental. Il semble que cette dépendance aux ressources indonésiennes soit aussi l'explication de la lenteur du Japon lorsqu'il a fallu décider d'intervenir au Timor.

A terme la croissance dans les différents pays asiatiques va conduire à une compétition pour l'accès au pétrole. Leur besoin représentera près de 30% de la demande mondiale, alors que leurs ressources vont être en baisse constante. Cela va avoir des conséquences sur l'indépendance du Japon et sur les coûts de production de ce pays.

Actuellement avec la crise irakienne, le prix du pétrole atteint des sommets oubliés depuis longtemps ce qui finit par coûter cher à une économie déjà mal en point.

C- Crise de la société et population sur le déclin

La conséquence de la crise économique est un chômage qui a atteint 5,4% de la population active fin 2002, un nouveau record. La société japonaise, longtemps habituée à l'emploi à vie, a partiellement perdu ses repères traditionnels et est en crise. Toutefois ce taux de chômage, le plus élevé depuis 1945 n'est pas plus important que celui des Etats-Unis.

Le Japon possède une population de plus de 125 millions d'habitants mais dont la croissance de 0,2 % est la plus faible des pays d'Asie. La population japonaise a en outre l'espérance de vie la plus élevée au monde, ce qui va poser dans quelques années le problème de l'entretien des retraités dont la masse va croître considérablement. Le déclin de la population japonaise pose le problème de l'appel à la main d'œuvre étrangère dans un pays jusque là peu ouvert à l'immigration. Son vieillissement pose quant à lui le poids économique et social auquel le Japon devra

faire face dans les prochaines décennies. De plus, crise et déflation touchent aussi les retraités qui sont dans une population vieillissante un important moteur de l'économie. En effet une nouvelle loi vient d'indexer les retraites sur l'inflation. Le Japon subit en ce moment une période de déflation, les retraites vont donc baisser et l'économie va en souffrir.

La faiblesse actuelle de l'économie et le risque de crise au sein de la société japonaise peut aussi expliquer le fait que le Premier ministre japonais Junichiro Koizumi mène une politique extérieure active pour détourner l'attention de la population des problèmes intérieurs.

V- Subsistance d' une opposition au Japon en Asie

A- Les craintes des voisins

1) Le poids du passé

Le souvenir de l'impérialisme nippon est encore vif en Asie, même si depuis quelques années les responsables gouvernementaux japonais ont exprimés leur regret face aux actes dont ont souffert les pays asiatiques durant la période d'occupation japonaise, en particulier la Chine et le Corée. Malheureusement ces tentatives sont régulièrement mises à mal, car il se trouve toujours des hommes politiques, voire des membres du gouvernement pour minimiser la responsabilité du Japon. Il y a toujours eu au Japon un nationalisme puissant et violent et il n'est pour certains qu'en sommeil. Il y a aussi une constante révisionniste perceptible principalement dans les manuels scolaires dont la commission des contrôles est fortement composée d'associations patriotiques.

Les pays voisins restent très sensibles à tout écart de la part des Japonais. Un exemple édifiant de cette attitude des pays voisins du Japon est la visite que le Premier ministre japonais Junichiro Koizumi a récemment faite au temple Yakusuni. Ce temple est un mémorial aux héros morts durant les guerres ainsi que le symbole des valeurs nationalistes du Japon. Cet acte bien que n'étant rattaché à aucune symbolique nationaliste de la part le Premier ministre a soulevé une vague de protestations en Asie.

Parmi les douloureux souvenirs qui ne sont pas encore entièrement cicatrisés, il y a celui des femmes de joie déportées par le Japon qui est toujours en suspend et médiatisé par des associations de femmes coréennes en particulier. Toutefois cette

méfiance est à relativiser. Lentement des centres de réflexion se mettent en place dans les différents pays. En outre, la Corée et la Chine qui sont parmi les détracteurs les plus virulents face à l'ancien militarisme japonais ouvrent grand les bras aux investissements financiers et industriels actuels. De même, en Corée les limitations d'importation de produits de consommation japonais ont été lentement levées. Dans les faits de nombreux produits étaient de toute façon déjà facilement disponibles sur le marché noir, en particulier la musique dont les jeunes Coréens sont de gros consommateurs.

2) Critique de la politique économique japonaise

Les critiques des pays asiatiques à l'égard du Japon sont aussi perceptibles dans le domaine des investissements et des échanges. Certes, depuis 1991 les exportations du Japon vers l'Asie sont supérieures à celles à destination des Etats-Unis et de l'Europe. Cela permet donc une meilleure intégration du Japon à l'Asie. Mais la contrepartie qui est l'ouverture du marché japonais aux produits des autres pays asiatiques n'a pas eu lieu, en partie pour éviter une désindustrialisation du Japon et par là un risque de hausse du chômage et d'amplification de la crise économique actuelle. Le Japon est certes aussi un investisseur important mais il s'agit souvent d'usines d'assemblages dont le rôle dans le développement industriel du pays d'accueil est limité.

De ce fait les pays asiatiques ont une relation ambiguë avec le Japon. Ces pays profitent de l'aide japonaise, mais sont aussi fortement déficitaires dans leurs échanges avec lui.

B- La renforcement de la position chinoise en Asie

Actuellement en Asie deux influences se font largement sentir : L'influence japonaise comme cela a déjà été précisé, mais aussi l'influence chinoise. Ces deux influences jouent sur des sensibilités diamétralement opposées. En effet, contrairement à la culture japonaise qui joue sur une assimilation de la culture occidentale, l'influence chinoise joue sur une identification à une « Asie tout à fait asiatique sans influence occidentale »¹¹. Il n'est pas encore clair laquelle de ces deux conceptions va prendre le dessus, mais la conception japonaise n'est plus la seule sur le marché à un moment où le monde américain semble de moins en moins bien accepté.

¹¹ POSTEL-VINAY Karoline, *Le Japon et la nouvelle Asie*, Presses de Sciences, p. 74

Un autre facteur à prendre en compte est une croissance économique chinoise de plus de 7% par ans depuis dix ans. La Chine est aujourd'hui devenu un partenaire commerciale plus important que le Japon pour les Etats-Unis. La Chine est aussi devenue un aspirateur à investissement étranger pour la construction d'industries exportatrices. Le « péril japonais » des années 80 a été remplacé par le « péril chinois » et ce péril met aussi en danger le Japon. Une conséquence pour le Japon est que les Etats-Unis ont aujourd'hui cessé de diaboliser la Chine et distendu quelque peu leur relation avec leur allié japonais, en particulier dans le domaine économique et dans celui de la sécurité, pour développer leur coopération économique avec la Chine.

La position de la Chine risque aussi de se durcir dans le domaine diplomatique. En effet, si le Japon accepte le bouclier anti-missile américain, cela risque de réveiller les craintes de la Chine qui pourrait interpréter cela comme un mise sous surveillance de Taiwan qui serait couvert par le dispositif mis en place au Japon. Ce durcissement est d'autant plus à éviter pour le Japon que la Chine est toujours revendicatrice de territoire et d'espace maritime. La Chine mène aussi une politique aventuriste et nationaliste qui critique de plus en plus le maintien de forces américaines en Asie. Face à ce risque, le Japon tente de mettre sur pied une alliance nippo-indienne.

CONCLUSION

Après des années 80 conquérantes dans le domaine économique, le Japon est entré en crise et sa position est aujourd'hui beaucoup moins dominante. Mais en dépit de la crise économique, le Japon reste la deuxième économie mondiale et le premier créancier mondial. Il a de plus réussi à maintenir une stabilité sociale. Il reste donc de fait un acteur majeur sur le plan économique en Asie. Aujourd'hui, ses voisins se permettent de critiquer sa passivité dans un environnement international tendu. Il devra donc s'investir de plus en plus dans la gestion politique de son environnement géographique puisqu'il ne peut plus le gérer entièrement grâce à ses moyens économiques.

Malheureusement le Japon se heurte là aux limites posées par sa Constitution, limites qui ne semblent pas prêtes d'être surmontées et pour reprendre ce que disait déjà Torkel Paterson¹² en 1996, mais qui semble toujours valable aujourd'hui, il manque trois choses au Japon pour devenir une super puissance :

- la volonté nationale d'une population toujours traumatisée par la Deuxième Guerre mondiale ;
- les ressources naturelles, le Japon étant toujours sensible à un embargo ou une rupture de son approvisionnement ;
- l'arme nucléaire, la concentration des centres d'activité japonais le rendant très vulnérable à toute attaque nucléaire, même faible, face auxquelles il n'a aucun moyen de dissuasion, si ce n'est l'ombrelle nucléaire américaine.

Il est fort probable que dans les années à venir, une intégration croissante ait lieu en Asie avec deux acteurs principaux, la Chine et le Japon. Pour l'instant celui qui possède le plus d'atouts économiques et diplomatiques est sans conteste le Japon. Toutefois avec l'évolution actuelle de Chine vers une économie plus ouverte et son potentiel tant démographique que militaire, il n'est pas sûr que le Japon puisse continuer longtemps à être le centre de gravité d'une Asie en pleine mutation.

Et ce d'autant plus que, s'il semble bien que le nouveau centre économique mondial se déplace vers l'Asie, le Japon risque de n'être qu'une étape lors de ce déplacement. Face à la hausse du coût de la main d'œuvre au Japon et à la revalorisation du yen

face au dollar, ce déplacement continue vers les pays en voie de développement asiatiques et la Chine qui profitent en même temps du transfert de technologie.

Après le 11 septembre 2001 le Japon s'est trouvé confronté à deux problèmes : la crise économique qui dure depuis 1998 et une crise politique car le Japon doit prendre maintenant une décision quant à la forme de son soutien envers les alliés dans la lutte contre le terrorisme. Pour le Japon, il s'agit de savoir s'il faut continuer cette stratégie globale où le militaire resterait marginalisé et fondée sur l'intégration et le développement économique, le désarmement et la transparence, le tout ne pouvant fonctionner qu'à l'abri des forces américaines. Pour le Japon le dilemme est important car en cas de frappe de la Corée du Nord, le Japon serait certainement le premier visé, or après un règlement du problème irakien par les Etats-Unis, ceux-ci pourraient bien vouloir régler le problème nord-coréen.

La question est aussi de savoir si les Etats-Unis seront favorables à une montée en puissance du Japon dans la zone Asie-Pacifique, c'est à dire de risquer de voir le Japon accroître ses marges d'initiatives alors qu'ils cherchent à encercler la Chine d'alliés fiables et dévoués pour selon certains contrôler les approvisionnement en hydrocarbure de ce qui est en train de devenir leur adversaire principal sinon unique dans le monde de l'après guerre froide.

De ce fait il se pourrait que le Japon ait attendu trop longtemps avant de vouloir affirmer son indépendance face aux Etats-Unis que ce soit dans les domaines économique, diplomatique ou militaire. Aujourd'hui face à la montée en puissance de la Chine et le risque de conflit entre les Etats-Unis et la Corée du Nord, le Japon ne semble plus en mesure de jouer seul un rôle de premier plan. Sur le plan économique il va se heurter aux intérêts chinois, dans le domaine diplomatique les Etats-Unis semblent avoir repris la main. Quant au domaine militaire l'évolution est réelle mais trop lente pour que les partenaires du Japon traite d'égal à égal avec lui.

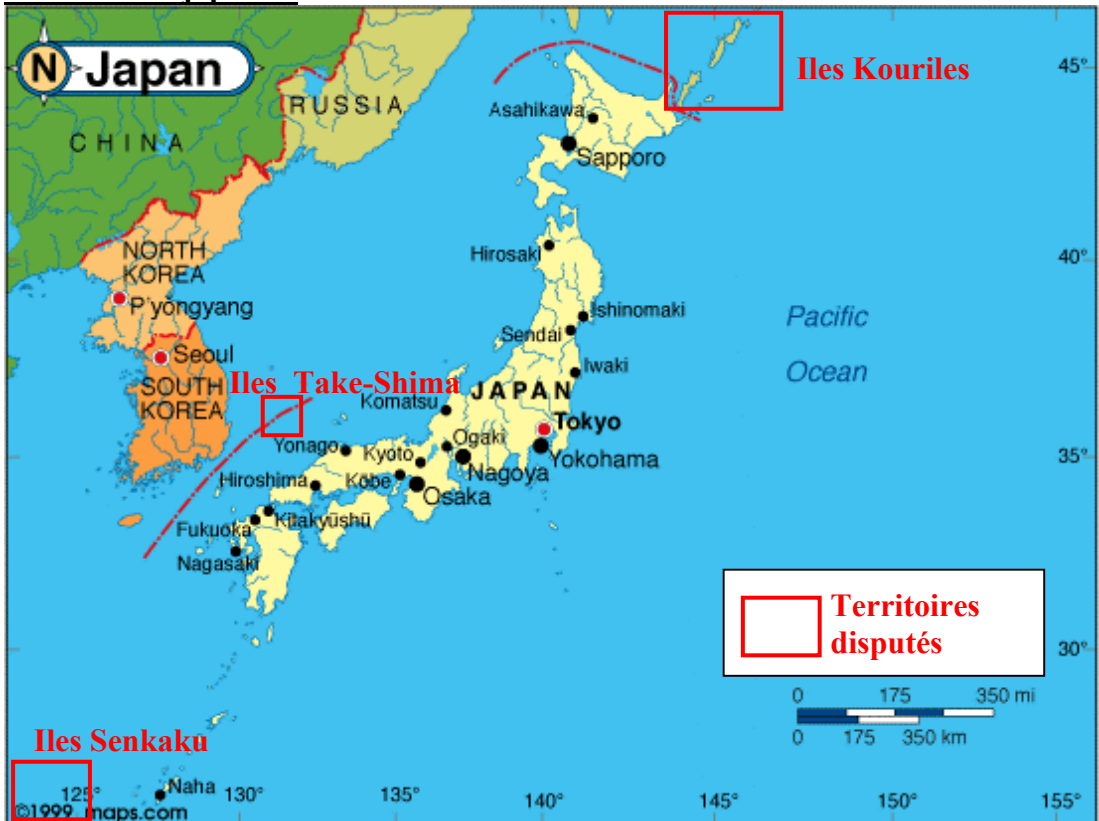
¹² Associé senior du Pacific Forum CSIS dans le cadre d'une conférence sur la restructuration des relations américano-japonaises : *future roles and missions of the Japan self-defense forces*

ANNEXE : Cartes du Japon

Le Japon en Asie



Le territoire japonais



BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES EN FRANÇAIS

- DESJARDINS Bruno, *Le Japon, première superpuissance pacifiste?*, L'Harmattan, 1999
- BOULANGE Eric, *Le statut du Japon en Asie orientale : Economie, politique et sécurité*, Chaire Téléglobe Raoul-Dandurand
- NATSUURA K., *La diplomatie japonaise à l'aube du 21ème siècle: Réflexions sur les relations du Japon avec la France et sur son rôle international*, Pof-Publications, 1998
- POSTEL-VINAY Karoline, *Le Japon et la nouvelle Asie*, Presses de Sciences Po, 1997

OUVRAGES EN ANGLAIS

- AKIO Watanabe (Préface), OSIUS Ted, *The U.S.-Japan Security Alliance: Why It Matters and How to Strengthen It*, Praeger Publishers, 2002
- DRIFTE Reinhard, *Japan's Foreign Policy for the 21st Century: From Economic Superpower to What Power*, St. Martin's Press, 1998
- GREEN Michael, *Japan's Reluctant Realism: Foreign Policy Challenges in an Era of Uncertain Power*, Palgrave MacMillan, 2003
- LE PRESTRE Philippe G. (Sous la direction de), *Role Quests in the Post-Cold War Era: Foreign Policies in Transition*, McGill-Queen's University Press, 1997
- MARUYA Saiichi John, *International Relations Theory and the Asia-Pacific*, Columbia University Press, 2003
- MIYASHITA Akitoshi (Sous la direction de), SATO Yoichiro (Sous la direction de), *Japanese Foreign Policy in Asia and the Pacific: Domestic Interests, American Pressure, and Regional Integration*, Palgrave MacMillan, 2001
- WANG Qingxin K., *Hegemonic Cooperation and Conflict: Postwar Japan's China Policy and the United States*, Praeger Publishers, 2000

ARTICLES EN FRANÇAIS

- POSTEL VINAY Karoline, *Japon : l'éclatement de l'insularité*, Politique étrangère, 1999/3.
- SANFA O., *Comment remédier aux tensions entre le Japon et la Corée*, Cahiers du Japon, Numéro spécial. 1993
- *La stratégie du Japon en Asie*, Cahiers du Japon, Numéro spécial, 1993
- Groupe d'étude spécial du PLD, *Le rôle du Japon dans la communauté internationale*, Cahiers du Japon, No.53, automne, 1992.
- WATANABE T., OKAZAKI H., *Le problème de la sécurité collective en Asie*, Cahiers du Japon, No.52, été, 1992.
- TAKEUCHI Y., *L'aide japonaise au développement*, Cahiers du Japon. No.50. Hivers, 1991.

ARTICLES EN ANGLAIS

- HARTCHER Peter, *Can Japan Come Back?*, The National Interest, winter 1998/1999.
- HEGINBOTHAM et SAMUELS, *Mercantile Realism and Japanese Foreign Policy*, International Security, spring 1998.
- HOSAKAWA Morihiro, *Are US Troops in Japan Needed?*, Foreign Affairs, July/Aug.1998.
- LIM H.S., *Japan's Role in ASEAN*, Times Academic Press. Singapoure. 1994

INTERNET

www.orientationfinance.com

www.geopolis.net

www.stratisc.org

www.bsos.umd.edu/publications/issbrief2PGSD.htm

www.glocomnet.or.jp/okozaki-inst/allainace-pro-eng

www.defense.gouv.fr/das/etudes/etude/japon

www.mofa.go.jp

www.nci.org

www.nyu.edu/globalbeat

www.csis.org/pacfor

www.yomiuri.co.jp

TABLE DES MATIERES

SOMMAIRE 2

PREMIERE PARTIE : LE JAPON, UNE PUISSANCE RESSUSCITEE... 5

I- LE JAPON : UN PAYS NE SUR LES CENDRES DE LA DEUXIEME GUERRE MONDIALE 5

A- UN PAYS CONSTITUTIONNELLEMENT PACIFISTE	5
1) L'ARTICLE 9 DE LA CONSTITUTION	5
2) CONSTITUTION DE FORCES A LA DEMANDE DES ETATS-UNIS	5
3) LA « DOCTRINE FUKUDA »	6
B- LES PRINCIPES DE LA POLITIQUE DE DEFENSE JAPONAISE	6
1) UNE FORCE MILITAIRE NON NUCLEAIRE ET PUREMENT DEFENSIVE...	6
2) ...MAIS UNE FORCE DE PREMIER ORDRE	7
3) UNE ZONE D'INTERET GEOPOLITIQUE LIMITEE	7
C- LA QUESTION DU NUCLEAIRE	8
1) SAVOIR MAIS PAS POUVOIR	8
2) LES ARMES NUCLEAIRES AMERICAINES AU JAPON	8
D- LE JAPON, PUISSANCE ECONOMIQUE MONDIALE	9
1) LE DECOLLAGE ECONOMIQUE	9
2) UNE PUISSANCE INDUSTRIELLE	10
3) UNE PUISSANCE ECONOMIQUE ET FINANCIERE	10
E- LA COOPERATION NIPPO-AMERICAINE	11
1) LA DEFENSE	11
2) LE JAPON MODELE ECONOMIQUE	12

II- L'APRES GUERRE FROIDE : TENTATIVE D'EMANCIPATION ET RECHERCHE D'UN NOUVEAU STATUT INTERNATIONAL 12

A- FAIRE PRENDRE EN COMPTE LA PUISSANCE ECONOMIQUE	12
1) LE JAPON POURVOYEUR D'AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	12
2) LE JAPON MODELE ECONOMIQUE	13
3) LE JAPON MOTEUR DE L'INTEGRATION ECONOMIQUE DE L'ASIE	14
B- PARTICIPATION DES FAD A DES OPERATIONS HORS DU TERRITOIRE	15
1) NECESSITE DE POUVOIR ENVOYER LES FAD A L'ETRANGER	15
2) LES SOLUTIONS	15
a) Amendement de la Constitution :	15
b) Adoption d'une résolution de la Diet :	15
c) Réinterprétation de la Constitution :	15
3) LES RESULTATS OBTENUS	16
C- UN NOUVEAU ROLE DU JAPON DANS LES RELATIONS INTERNATIONALES	17
1) LE JAPON ALTERNATIVE AUX ETATS-UNIS ET A L'OCCIDENT POUR L'ASIE	17
2) LE JAPON POLE DE CONCERTATION EST-OUEST ET NORD-SUD	17
3) UNE AFFIRMATION DOUCE DU JAPON	18
D- LA RENOUVEAU DE LA CULTURE JAPONAISE	18
1) LA CULTURE EN TANT QUE MOYEN D'EXPANSION	18
2) LA CULTURE, MOYEN DE RESISTANCE	19

III- UNE CAPACITE MILITAIRE ET DIPLOMATIQUE LIMITEE 20

A- LE JAPON, PUISSANCE MILITAIRE INCOMPLETE	20
1) LE PROBLEME DU NUCLEAIRE	20
2) LE PROBLEME DES MATERIELS MILITAIRES	20
3) LE PROBLEME DE L'EMPLOI DES FAD	21
a) Le problème constitutionnel	21
b) L'impossibilité d'invoquer la légitime défense collective	22
c) Les réticences du gouvernement japonais	22
4) L'OPINION PUBLIQUE	22
B- LE JAPON, PUISSANCE DIPLOMATIQUE LIMITEE	23
1) NON MEMBRE PERMANENT DE L'ONU ET DIPLOMATIE DU RETRAIT	23
2) UN ACTEUR CLAIREMENT NON MENAÇANT	23
3) DES REUSSITES DIPLOMATIQUES A PORTE LIMITEE	24
4) LE JAPON, FIDELE ALLIE DES ETATS-UNIS	25
C- SUBSISTANCE DE CONTENTIEUX TERRITORIAUX	25

IV- DES RISQUES ECONOMIQUES ET UNE POPULATION

VIEILLISSANTE 26

A- UNE SORTIE DE CRISE ECONOMIQUE QUI S'ETERNISE	26
1) LA CRISE DES ENTREPRISES JAPONAISES	26
2) LA CRISE FINANCIERE	27
3) CRISE DU SITE INDUSTRIEL JAPON	27
B- FAIBLESSE EN RESSOURCES NATURELLES	28
C- CRISE DE LA SOCIETE ET POPULATION SUR LE DECLIN	28

V- SUBSISTANCE D' UNE OPPOSITION AU JAPON EN ASIE 29

A- LES CRAINTES DES VOISINS	29
1) LE POIDS DU PASSE	29
2) CRITIQUE DE LA POLITIQUE ECONOMIQUE JAPONAISE	30
B- LA RENFORCEMENT DE LA POSITION CHINOISE EN ASIE	30

CONCLUSION 32

ANNEXE : CARTES DU JAPON 34

BIBLIOGRAPHIE 35

TABLE DES MATIERES 37